



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Vendredi 2 août 2013
Numéro 393

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

Vers la reconstruction de la confiance entre Nasrallah et Hariri

An Nahar (proche du 14-Mars)

Ferme, Sleiman surprend le 14 et choque le 8. Trois roquettes ciblent, la nuit, Fayadiyé et Yarzé

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

Des roquettes contre l'armée. Va-t-en (sur une photo de Michel Sleiman)

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

Sleiman: la Résistance a dépassé les limites

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

Les roquettes des «armes illégales» répondent à Sleiman

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

La très grave réponse au discours-gifle de Michel Sleiman

Al Balad (quotidien libanais indépendant)

Messages de Sleiman au Hezbollah à la veille de son départ pour Téhéran

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

Egypte: Les «Ikhwan» renforcent leur sit-in et le gouvernement étudie la dissolution de la confrérie

L'événement

Des roquettes inconnues ciblent l'Armée libanaise

Dans le troisième incident du genre depuis le 26 mai, des inconnus ont tiré, jeudi soir, trois roquettes contre les banlieues de Beyrouth. L'un des projectiles s'est abattu près de la faculté d'état-major de l'armée, à Rihaniyé, à quelques centaines de mètres du palais présidentiel de Baabda et du ministère de la Défense, et un autre dans le jardin de la journaliste Elham Freiha, à Fayadiyé, sans faire de victime. Une troisième roquette se serait écrasée dans la région de Baabda sans exploser.

Les roquettes auraient été tirées à partir de la région de Mwanssé, à Dhour Aramoun, une région où sont implantés divers groupes extrémistes et salafistes.

Le ministre de l'Intérieur, Marwan Charbel, a affirmé que les roquettes qui se sont abattues sur la région de Baabda étaient du même type que celles tirées sur la banlieue sud de Beyrouth, fief du Hezbollah, le 26 mai, et sur Jamhour le 10 juin. Ce dernier projectile avait été tiré de la région de Ballouné, dans le Kesrouan. M. Charbel a par ailleurs indiqué que les services de sécurité cherchaient toujours à savoir si 2 ou 3 roquettes ont été tirées vers Baabda et à déterminer avec exactitude le lieu du tir.

Le commandement de l'armée a publié un communiqué dans lequel il a indiqué que les opérations de recherche et d'exploration dans la région de Yarzé se poursuivent, soulignant que les derniers résultats ont montré que les explosions qui avaient eu lieu étaient dues au tir de deux roquettes de calibre de 107 mm. L'enquête se poursuit afin de déterminer l'endroit précis du lancement des roquettes et les faits qui sont en rapport avec l'incident afin de dévoiler l'identité des auteurs de l'acte, ajoute le communiqué.

Ces tirs sont intervenus quelques heures après une cérémonie marquant le 68^{ème} anniversaire de l'Armée libanaise, organisée dans la caserne de Fayadiyé. A cette occasion, le président de la République, Michel Sleiman, avait prononcé un discours critiquant l'implication du Hezbollah dans les combats en Syrie, soulignant qu'il était temps que l'État soit «le décideur de l'utilisation des capacités de défense» du pays. Le chef de l'État avait également critiqué la dualité entre les armes légales et illégales (Voir ci-dessous).

Ciblée par les tirs de jeudi soir, l'Armée libanaise est la victime depuis des mois d'une campagne de dénigrement de la part du Courant du futur et des groupes extrémistes liés aux rebelles syriens. Cette campagne s'est intensifiée après la bataille de Abra contre la milice du cheikh Ahmad al-Assir, qui a fait 20 morts dans les rangs de la troupe, fin juin. Le Courant du futur a mis en doute le rôle de l'armée dans ces incidents, affirmant que des membres du Hezbollah avaient combattu à ses côtés, ce que le commandement militaire avait catégoriquement démenti. Des députés du Courant du futur avaient même mis en doute la version des faits avancés par l'armée, avant que des vidéos prises sur les caméras de surveillance installées par Ahmad al-Assir ne prouvent, sans ambages, que ce sont bien les partisans du cheikh en fuite qui ont attaqué les soldats en premier, sans raison apparente.

Le quotidien Al Akhbar rapporte, vendredi, que les auteurs des tirs d'hier «pourraient être liés à des groupes de rebelles syriens qui considèrent l'Armée libanaise comme un ennemi et le Liban comme un terrain d'opération».

As Safir

La Commission des Affaires étrangères au Sénat américain a tenu une audition au cours de laquelle elle a entendu l'ambassadeur David Hill, choisi par la Maison Blanche pour succéder à Maura Connelly à Beyrouth. En réponse à une question, le diplomate a indiqué que «la situation en Syrie est arrivée à une impasse et le défi consiste à imaginer comment serait la Syrie après la fin du conflit». «Les sociétés libanaise et syrienne sont enchevêtrées et cela est visible sur une simple carte, a ajouté M. Hill. Les Etats-Unis souhaitent que le Liban reste en dehors du conflit syrien et il faut exposer le rôle du Hezbollah en Syrie pour le dénoncer par la suite. Le retour des réfugiés syriens dans leur pays nécessite une solution politique».

Et le diplomate d'ajouter: «Le président Michel Sleiman a fait preuve d'une capacité de leadership en dénonçant l'implication du Hezbollah en Syrie et en la critiquant. Cela s'applique aussi au commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwaji, et à la plupart des hommes politiques qui refusent cette participation (...) Il faut soutenir la politique de distanciation et appuyer les dirigeants qui la défendent. Les Etats-Unis doivent apporter une aide à l'Armée libanaise pour faire face aux menaces terroristes qui pèsent sur le Liban et protéger les frontières du pays. De cette manière, le prétexte du vide sécuritaire, invoqué par le Hezbollah pour s'impliquer en Syrie, ne sera plus de mise.» M. Hill a estimé que «la solution au problème du Hezbollah n'est pas militaire.» «Si l'Armée libanaise n'est pas soutenue, le Liban deviendra une terre fertile pour les groupes terroristes qui menaceront également Israël et les pays voisins», a-t-il conclu.

An Nahar

Dans le discours qu'il a prononcé à l'occasion de la fête de l'Armée, le président Michel Sleiman a surpris le 14-Mars à cause du plafond élevé auquel cette coalition ne s'attendait pas. En revanche, il a choqué le 8-Mars, notamment le Hezbollah, car les messages forts du chef de l'Etat semblaient être adressés à ce parti en premier lieu, les plus significatifs étant l'implication dans la guerre en Syrie, la dualité des armes légales et illégales et la stratégie de défense.

Il est clair qu'à travers ses prises de position, M. Sleiman a voulu provoquer un choc, car il estime qu'il ne peut plus faire de l'attentisme alors que son mandat touche à sa fin et que les problèmes qui entourent la formation du gouvernement se compliquent.

Des sources proches du président de la République estiment que son discours n'a comporté rien de nouveau, car ces prises de position ont déjà été exprimées à diverses occasions: les critiques contre les forces politiques inféodées à l'étranger; la participation aux combats en Syrie de la part du Hezbollah et d'autres parties; la non organisation des élections législatives; la prorogation; les obstacles placés devant les questions administratives; le non respect de la déclaration de Baabda.

Concernant la formation du gouvernement, poursuivent ces sources, le président Sleiman a appelé toutes les forces à y participer et il a établi la différence entre le terrorisme et la Résistance.

Des milieux du 8-Mars ont pour leur part reproché au président Sleiman d'avoir ignoré le soutien apporté par la résistance à l'armée et à son commandant en chef, le général Jean Kahwaji, et le fait de ne pas avoir nommé la Résistance en évoquant l'agression israélienne de 2006, se contentant de rendre hommage aux martyrs de l'armée et de la patrie. Selon ces milieux, en omettant toute allusion à la Résistance, le chef de l'Etat fait tomber la formule armée-peuple-résistance pour la remplacer par la Déclaration de Baabda dans la déclaration ministérielle du prochain gouvernement qu'il souhaite neutre, c'est-à-dire sans membres de partis, y compris le Hezbollah.

Al Watan (Quotidien syrien non étatique)

Le Premier ministre Waël al-Halqi a déclaré que seule une solution politique pourrait mettre un terme à l'effusion de sang en Syrie, mais il est impossible de dialoguer avec les terroristes. Selon lui, lors de la prochaine conférence de paix Genève-2, les représentants de l'Etat ne négocieront pas avec des membres des organisations de l'opposition syrienne «reconnues comme terroristes par l'Onu». Dans le même temps, le gouvernement syrien reste persuadé de la nécessité de trouver une solution politique à la crise qui secoue le pays depuis plus de deux ans, a-t-il poursuivi. «Les Syriens sont eux-mêmes en mesure de résoudre leurs problèmes par voie de dialogue national sans aucune ingérence extérieure. Seules les élections peuvent déterminer qui gouvernera le pays», a conclu le premier ministre syrien.

ILS ONT DIT...

Nabil Qaouq, vice-président du Conseil exécutif du Hezbollah

«**La décision de l'Union** européenne d'inscrire le Hezbollah sur la liste noire tente de faire pression sur le parti pour qu'il change sa position à l'égard de la résistance et de la Palestine. Malgré toutes ces pressions, nous resterons attachés à la victoire palestinienne car le Hezbollah, qui n'a pas eu peur des agressions israéliennes, ne saurait être effrayé par des décisions européennes et américaines. Les États-Unis veulent user des conflits arabes pour liquider la cause palestinienne et assurer la victoire du projet sioniste. Le peuple palestinien est attaché à la stratégie de la résistance qui a fait ses preuves à travers la libération du territoire, et la défense de Gaza et du Liban contre Israël.

Ali Khreiss, député d'Amal

«**La prorogation du mandat du** commandant en chef de l'Armée libanaise devait avoir lieu. Nous ne pouvons accepter de tomber dans le vide au sein de l'institution militaire. Nous misons sur le rôle de la Résistance qui a libéré le territoire et donné à l'ennemi israélien une leçon de sacrifice. La cause palestinienne est la cause la plus sacrée.

Ammar Houry, député du Courant du futur

«**Le discours du président** Michel Sleiman à l'occasion de la fête de l'armée a rappelé son discours d'investiture et a mis les points sur les 'i' selon des normes nationales requises par la majorité écrasante des Libanais. Les déclarations de M. Sleiman dénotent un haut sens de responsabilité et d'engagement politique souverain ainsi que l'âme d'un homme d'Etat qui essaye de récupérer l'Etat et d'imposer son autorité légitime sur l'ensemble du territoire. Son discours a également incité à accélérer la formation du gouvernement.

As Safir

Nabil Haitham, journaliste libanais proche du 8-Mars

Vague d'enlèvements dans la Békaa

Des jeunes de la région sunnite de Eرسال, dans la plaine orientale de la Békaa, ont kidnappé jeudi soir Youssef Moqdad du village chiite de Maqna, provoquant en représailles le rapt d'au moins sept personnes de Eرسال, ont rapporté les médias. Des médiations entre les deux régions sont entreprises pour la libération des otages.

Fadl Chaker vend ses biens

Citant des sources de sécurité, le quotidien An Nahar rapporte que l'ancien chanteur Fadel Chaker, un proche du cheikh islamiste Ahmad el-Assir, a mis ses propriétés en vente. Ces sources ont affirmé que M. Chaker, recherché depuis les affrontements meurtriers de Abra en juin dernier, était apparu près du camp de réfugiés palestiniens de Ain el-Héloué où il a rencontré plusieurs personnes dans le but de vendre ses propriétés. Chaker aurait informé ses interlocuteurs qu'il procède à cette vente pour quitter le pays.

Explosion à Homs

Une puissante explosion d'un dépôt de munitions appartenant aux milices pro-gouvernementales à Homs (centre de la Syrie), a fait jeudi 40 morts et 120 blessés, annoncent les médias occidentaux. Selon ces derniers, la très forte explosion a été provoquée par les rebelles qui avaient tiré des roquettes sur le dépôt de munitions situé dans le quartier pro-régime de Wadi al-Zahab.

Le chef du Bloc du changement et de la réforme, le général Michel Aoun, fait cavalier seul contre la prorogation du mandat du général Jean Kahwagi, qui fait l'unanimité de la classe politique. Mais tout comme Aoun a ses raisons de s'y opposer, ceux qui défendent le point de vue contraire ont eux aussi leurs arguments de prendre une décision qui préserve la continuité au sein de l'armée. Parmi ces arguments, une raison logistique d'abord: la paralysie au niveau gouvernemental rend le Conseil des ministres incapable de désigner un successeur au général Kahwagi. Et des raisons nationales et personnelles ensuite, dont les suivantes: cette prorogation évite à l'armée de sombrer dans un vide fatal, et revient à prolonger son rôle national et les missions difficiles dont elle s'acquitte; Jean Kahwagi représente un point de convergence et de recoupement entre les différents acteurs politiques. Il a su faire en sorte que l'armée demeure le dernier facteur d'unité et de rencontre entre les diverses composantes libanaises; le commandant en chef de l'armée a conduit le navire sur une mer déchaînée et a assumé la responsabilité au moment où la classe politique a abandonné l'armée à son destin.

Midi Libre (Quotidien français)

Neuf pays de l'UE, dont la France et la Belgique, ont demandé jeudi la création d'un fichier européen de données personnelles des passagers des compagnies aériennes pour empêcher les départs de jeunes Européens vers les zones de conflit et lutter contre le terrorisme. «Un des outils les plus efficaces pour assurer le suivi de ces personnes, à la fois quand elles se rendent en Syrie, voire dans d'autres zones de conflit, mais également lorsqu'elles reviennent dans leur pays, serait de pouvoir disposer d'un système dit de PNR («passenger name record») européen», ont expliqué dans un communiqué commun le ministre français de l'Intérieur Manuel Valls et son homologue belge Joelle Milquet. Leur demande adressée au Parlement européen où le dossier est actuellement bloqué, est soutenue par l'Allemagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Pologne, le Royaume Uni et la Suède, ont-ils précisé. Ce fichier «permettrait aux autorités compétentes de détecter et de suivre les déplacements de ces personnes, afin de repérer et d'empêcher ceux, souvent jeunes et vulnérables, qui pourraient être tentés de risquer leur vie en se rendant dans cette zone de conflits, mais également, le cas échéant, de prévenir la commission d'attentats sur le sol européen ou lutter contre certaines infractions graves», ont souligné les deux ministres.

La France et la Belgique sont deux des pays de l'UE les plus concernés par les «jihadistes européens» partis combattre en Syrie et qui pourraient «représenter une menace» une fois rentrés. Entre 400 et 500 Européens sont partis en Syrie dont 120 originaires de France, selon les données fournies par Manuel Valls au cours d'une réunion en juin avec ses homologues européens à Luxembourg. «Tous ne sont pas des jihadistes et des terroristes, mais nous avons suffisamment d'éléments qui suscitent l'inquiétude», avait précisé le ministre français.

Le coordinateur européen de la lutte contre le terrorisme, Gilles de Kerchove, évalue pour sa part à «600 ou plus» le nombre des jihadistes européens. Il souligne les difficultés rencontrées pour empêcher les départs dans le cas de jeunes ayant une double nationalité, ce qui leur permet de gagner un pays d'Afrique du Nord d'où ils partent ensuite pour la Turquie, pays de transit sur la route de la Syrie. Le même itinéraire sert pour les retours.

Al Markazia (Agence libanaise proche du 14-Mars)

Le gouvernement libanais a pris la décision de ne laisser entrer désormais sur le territoire libanais, au niveau des frontières légales entre le Liban et la Syrie, que les ressortissants syriens ayant une adresse au Liban, qu'elle soit privée ou professionnelle. La décision sera rendue publique dans les jours à venir.

Un responsable proche du dossier a indiqué sous le couvert de l'anonymat que «cette mesure a été prise non pas pour nuire au peuple syrien, mais pour pouvoir contrôler le nombre de ressortissants qui arrivent au Liban, car le nombre de Syriens vivant actuellement dans le pays est désormais proche d'un million et demi de personnes». Ce responsable a rappelé «le poids de ces réfugiés sur la vie économique et sociale au Liban», notant que «la décision a été prise après une concertation entre divers ministères, dont ceux de l'Économie, du Travail et du Tourisme».